

Lutte de classe

Déclaration programme

Pourquoi le programme de Sarkozy est-il antisocial et ne comporte-t-il que des mesures remettant en causes nos droits et nos acquis sociaux ?

Parce que c'est un impératif pour le capitalisme français pour s'intégrer davantage au capitalisme mondial et pour demeurer compétitif sur le marché mondial.

Le capitalisme français doit satisfaire les critères de productivité imposés par le capitalisme mondial dont il est une composante, d'où le rôle de l'Union européenne, du FMI, de la Banque mondiale, de l'OCDE, etc.

Quels sont ces critères ? Abaisser toujours le coût du travail (salaire et droits sociaux), augmenter la durée du travail journalier ou travailler plus longtemps pour dégager davantage de profits.

Quel est aujourd'hui le modèle qui sert de référence au capitalisme mondial ? Le capitalisme chinois qui exploite de façon effrénée son prolétariat.

Pourquoi le capitalisme est-il obligé de recourir aujourd'hui à cette forme particulièrement cynique d'exploitation ?

Parce que le capitalisme est un système économique qui possède ses propres lois internes de fonctionnement, qui pour continuer d'exister, doit en permanence engranger davantage de profits.

L'accumulation du profit (du capital) est à la fois sa raison d'être et son seul objectif. C'est finalement parce qu'il repose sur une contradiction fondamentale qu'il est obligé d'agir ainsi : il a engendré le développement des forces productives sur la base de la propriété privée des moyens de production, qui ne peuvent plus être contenues dans le mode de production qui les a vu naître. Le développement des forces productives est devenu incompatible avec la survie de ce système économique, d'où les gigantesques destructions de forces productives (économie d'armement ou de guerre, guerres, gaspillage sans fin, etc.) et les politiques de régression sociale mises en oeuvre par tous les gouvernements dans le monde. Il s'agit d'un processus historique irréversible qui accroît inexorablement les inégalités et les injustices, et au-delà, qui mène l'humanité au chaos et à la barbarie, si nous n'y mettons pas un terme.

Par analogie, imaginez une fusée lancée dans l'espace, cessez de l'alimenter une seconde en carburant et elle s'écrase. Le capitalisme doit sans cesse accumuler du capital, sinon c'est la faillite. Or comme les capitalistes n'accepteront jamais de remettre en cause leurs privilèges et de disparaître par eux-mêmes, il recourt à des artifices pour assurer leur survie : guerres, spéculation, exploitation effrénée, esclavage, etc., il revient donc au prolétariat de s'emparer des moyens de production, d'exproprier sans indemnité ni rachat les capitalistes.

Le capitalisme est en proie à des contradictions sans nombre qu'il ne peut pas surmonter autrement qu'en exploitant davantage le prolétariat à l'échelle mondiale. On peut en citer quelques-unes : la concurrence qui fait baisser le taux de profit ; l'anarchie dans la production qui aboutit au même résultat ; l'augmentation de la production qui permet seulement de conserver ou d'augmenter la masse des profits pendant que le taux de profit diminue ; la surproduction dans certains secteurs qui aboutit à faire baisser les prix, ou la pénurie dans d'autres secteurs qui engendrent des crises sociales ou politiques ; la limitation du marché mondial qui ne peut pas absorber toutes les marchandises produites ou parce que le pouvoir d'achat de la majorité de la population est trop bas, d'un côté il faudrait que nous soyons plus nombreux à consommer davantage, et de l'autre ils maintiennent des milliards d'habitants dans l'indigence ou la pauvreté ; le recours au crédit qui rend totalement incontrôlable la gestion du système capitaliste, c'est la fuite en avant dont la conséquence sera l'impossibilité de maîtriser les crises financières à venir, ne dit-on pas : qui s'endette s'appauvrit et qui paie ses dettes s'enrichit, sauf que le nombre de travailleurs insolvables ne va aller qu'en augmentant ; la baisse de la part du capital variable (salaire) au profit du capital constant, or c'est sur la plus-value réalisée au cours du procès de

production que repose le profit du capitaliste, donc plus la part du travail contenue au sein de la marchandise produite diminue, plus le taux de profit tend à baisser, etc.

Pour parer à ces contradictions, les économistes bourgeois aux différentes époques ont fait preuve d'une imagination débordante pour tenter de ralentir les effets négatifs et destructeurs de ces contradictions, pour assurer la survie de ce système économique, cela va de la colonisation qui comprenait le pillage des ressources des autres continents auquel était associé l'esclavage ou l'exploitation effrénée comme en Chine aujourd'hui, à la guerre mondiale, aux génocides organisés, en passant par le développement du crédit jusqu'au surendettement, la spéculation financière sur toutes les marchandises avant même qu'elles aient été produites, bref, désormais le capitalisme ne peut survivre qu'à crédit en hypothéquant l'avenir des générations futures et de l'humanité tout entière, allant jusqu'à ravager la flore et la faune, à pourrir littéralement notre planète.

L'accaparement par une infime minorité des richesses produites entre en contradiction avec la satisfaction des besoins de l'immense majorité de la population toujours plus nombreuse. C'est la raison pour laquelle le prolétariat et la petite bourgeoisie doivent sans cesse combattre pour améliorer leur existence ou défendre leurs droits et acquis économiques, sociaux ou politiques qui sont sans cesse remis en cause.

Le capitalisme n'a aucune légitimité en dehors des fondements économiques sur lesquels il repose. Or il s'avère que ces fondements économiques sont incompatibles avec la satisfaction des besoins élémentaires du prolétariat qui constitue la majorité de la population, ce qui justifie la nécessité d'abolir les rapports sociaux d'exploitation capitalistes et de passer à la gestion collective des moyens de production et des richesses produites pour assurer le bien-être de la population.

Si nous voulons satisfaire nos besoins durablement ou définitivement, nous n'avons pas d'autre solution que de combattre pour l'abolition du système économique capitaliste, afin que ce soit les producteurs eux-mêmes qui gèrent la production en fonction uniquement des besoins de la population, au lieu qu'elle ne soit guidée uniquement par le profit, et que les richesses produites soient réparties entre tous les producteurs au lieu de finir dans les poches d'une minorité d'exploiteurs toujours plus riches : banquiers, capitalistes, actionnaires, rentiers en tous genres. Ces deux modes de gestion de l'économie que tout oppose sont évidemment incompatibles par nature. C'est la raison pour laquelle l'affrontement entre les deux classes aux intérêts irrémédiablement opposés, la bourgeoisie et le prolétariat, est inévitable. Cela explique et permet de comprendre pourquoi le capitalisme ne pourra jamais résoudre définitivement ses propres contradictions : parce qu'il ne pourra jamais soumettre le prolétariat en esclavage.

Pour remettre en cause les fondements du capitalisme, le prolétariat doit au préalable s'emparer du pouvoir politique et abolir les institutions de la Ve République sur lequel repose l'Etat bourgeois.

Maintenant, pour combattre efficacement le capitalisme, il faut combattre contre ceux qui représentent ses intérêts sur le plan politique au niveau institutionnel et qui sont organisés en partis politiques. Si l'on peut combattre le capitalisme au niveau des entreprises, c'est au niveau de l'Etat seulement qu'on pourra l'atteindre dans ses fondements puisqu'il n'a pas de légitimité ou de base légale en dehors de ceux que lui accorde la constitution du pays, la Ve République, qui est à la fois le pilier de l'Etat, des institutions et du régime capitaliste lui-même, ainsi que le lien avec l'ensemble des institutions internationales du capital, dont l'Union européenne.

C'est donc contre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner qu'il faut engager le combat. Mais il ne suffit pas de chasser un gouvernement pour en mettre un autre à la place, car cela ne règle aucun problème fondamental comme l'histoire de la lutte des classes nous l'enseigne.

Sarkozy est le représentant des classes dominantes, d'une infime minorité de nantis, de ce point de vue, il n'a aucune légitimité au près de la population, sa légitimité repose uniquement sur les institutions et plus particulièrement la constitution de la Ve République à laquelle il ne cesse de faire référence.

C'est donc contre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, les institutions et la constitution de la Ve République qu'il faut engager le combat pour prendre le pouvoir et renverser le régime capitaliste.

Pour prendre en main leur destin, les travailleurs n'ont pas d'autre issue. Ils doivent s'organiser dans un parti politique révolutionnaire pour mener ce combat jusqu'à la victoire qui reposera finalement sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, et sa capacité cours du processus révolutionnaire à se doter d'organismes politiques indépendants qui constitueront les bases du nouveau pouvoir, de l'Etat ouvrier ouvrant la voie au

socialisme.

Combattre pour faire reculer le gouvernement ne doit pas nous détourner de notre objectif qui est de le renverser, il doit lui être entièrement subordonné. L'élément commun au combat pour défendre nos droits ou nos acquis sociaux ou pour en obtenir d'autres au combat politique proprement dit, figure dans le combat inlassable contre le capitalisme, pour l'abolition du salariat qui est le prolongement ou l'aboutissement naturel de notre combat pour l'amélioration de nos conditions de vie et de travail, au-delà, pour pouvoir satisfaire tous nos besoins dans tous les domaines qui sont du domaine collectif.

Les partis UMP, Nouveau centre, MoDem, PS sont coalisés contre le prolétariat soit au niveau du gouvernement, soit au niveau d'une multitude d'institutions, commissions, comités, etc. En cela ils bénéficient du soutien du PCF et des partis se réclamant du trotskisme ou de l'anticapitalisme qui sont en réalité des satellites du PS ou du PCF. Si nous pouvons compter sur l'appui d'un certain nombre de militants des partis se réclamant du mouvement ouvrier, il ne faut avoir aucune illusion sur leurs dirigeants corrompus et totalement inféodés au capitalisme. Si nous pouvons réaliser partiellement et ponctuellement un front unique avec ces partis ou participer à certaines de leurs actions, en conservant notre totale liberté de parole et d'action, en aucun cas notre objectif politique ne sera la formation d'un gouvernement ouvrier constitué de ces partis ou un gouvernement dit de front populaire qui aboutirait inéluctablement à une nouvelle défaite du prolétariat comme nous l'a enseigné à de multiples reprises l'histoire de la lutte des classes au cours du XXe siècle.

La tenue d'une Assemblée constituante telle qu'elle est avancée par le PT-POI ne peut constituer un objectif politique pour le prolétariat, car contrairement aux soviets ou comités de délégués élus, elle ne repose pas sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et n'émane pas directement de la classe ouvrière, mais elle repose sur un processus démocratique bourgeois alliant les forces ou partis contre-révolutionnaires de la bourgeoisie. Il suffit d'observer ce qui se passe en Bolivie pour comprendre à quelle décomposition politique aboutit un tel processus ne reposant pas uniquement sur la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, Morales n'est pas à proprement parlé ce que l'on peut appeler un révolutionnaire, encore moins un marxiste avançant résolument vers le socialisme, il cherche à ménager le loup et l'agneau, pavant la voie du retour de la réaction au pouvoir, l'exemple d'Allende en 1973 au Chili ne lui a apparemment pas suffi.

Le front unique au niveau politique ne sera mis en oeuvre que lorsque les libertés d'expression ou d'organisation seront menacées ou remises en cause par le pouvoir en place.

Quant aux dirigeants syndicaux, ils sont étrangers au prolétariat. Ils sont au service de la bourgeoisie et défendent loyalement ses intérêts fondamentaux tout en prétendant hypocritement représenter et défendre ceux du mouvement ouvrier, alors qu'ils sont incompatibles.

Si nous devons utiliser les syndicats ouvriers pour engager le combat contre le gouvernement et le patronat, notre combat dans les syndicats sera avant tout un combat contre le capitalisme pour aider la classe ouvrière à prendre conscience que ses besoins fondamentaux ne pourront être satisfaits définitivement qu'une fois le capitalisme aboli, lorsque les travailleurs auront pris le pouvoir politique et rentreront en possession des moyens de production qu'ils contrôleront dès lors.

Le front unique au niveau syndical aura pour objet de dresser la classe contre celle des capitalistes, non pas pour obtenir des réformes dans le cadre du capitalisme, mais dans la perspective révolutionnaire de son abolition. Notre objectif politique en tant que militants syndicaux ne serait être l'obtention de réformes démocratiques bourgeoises qui ont pour conséquences d'assurer un répit au capitalisme et de prolonger sa survie.

Jusqu'à présent, nous avons perdu de vue, semble-t-il, que, tant que les conditions objectives ne seraient pas mûres, il ne pourrait pas y avoir de révolution prolétarienne victorieuse. On a confondu les conditions générales du capitalisme parvenu au stade de l'impérialisme, le capitalisme pourrissant détruisant des masses gigantesques de forces productives, et les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière qui se sont indéniablement améliorées au cours du XXe siècle par l'intermédiaire de sa mobilisation contre le capitalisme... Or c'est la détérioration des conditions de vie et de travail du prolétariat qui détermine les conditions de sa mobilisation révolutionnaire et lui permet de poser plus ou moins consciemment la question du pouvoir politique, pour peu qu'il existe un parti révolutionnaire lui ouvrant la voie vers la conquête du pouvoir. Dans le passé, c'est la guerre avec son cortège de souffrances intenable, le chômage et la misère qui l'avaient conduit à se lancer à l'assaut du pouvoir politique, de l'Etat, au cours du XIXe et XXe siècle. C'est aussi dans ces circonstances que

le prolétariat et la paysannerie russe s'emparèrent du pouvoir en octobre 1917 sous la direction du parti bolchevik de Lénine et Trotsky.

Nous devons constater que ne sommes pas placés dans la même situation. Le prolétariat ne subit pas une guerre impérialiste, par contre la situation économique et sociale de millions de travailleurs et leurs familles a atteint ou a déjà dépassé le seuil de l'insupportable. Cependant, des couches importantes du prolétariat ne subissent pas encore les conséquences des contre-réformes des dernières décennies, encore moins les classes moyennes et la petite bourgeoisie qui disposent encore de réserves pour continuer à vivre comme avant. On peut observer que cette situation est en train d'évoluer de telle sorte que ces dernières voient chaque jour un peu plus grignoter les avantages attenants à leur place dans les rapports sociaux d'exploitation.

L'hétérogénéité du prolétariat et celui de la petite bourgeoisie me pousse à penser que c'est seulement l'alliance de ces deux classes sous la direction du prolétariat qui pourra aboutir au renversement du régime, comme autrefois l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie pauvre, entraînant des couches de la petite bourgeoisie dont le salut semble aujourd'hui compromis avec la survie du capitalisme.

La voie révolutionnaire pour s'emparer du pouvoir et constituer un Etat ouvrier demeure la seule voie possible pour le prolétariat.

La voie réformiste est inéluctablement vouée à l'échec pour au moins deux raisons : d'une part, elle ne remet pas en cause la capacité de la bourgeoisie à combattre contre le nouveau pouvoir, donc elle lui permet de s'organiser pour saboter les mesures mises en œuvre par le gouvernement ouvrier, d'autre part, il est totalement impensable que les capitalistes acceptent de perdre leurs privilèges et leurs propriétés sans combattre, sans mobiliser toutes les forces réactionnaires à son service, dont en premier lieu l'appareil militaro-policié de l'Etat qui est à son service depuis plus de deux siècles, pour finalement reprendre le pouvoir. Quand on a à l'esprit les formidables moyens financiers, matériels, techniques et médiatiques dont dispose la bourgeoisie pour organiser la propagande contre le gouvernement ouvrier, imaginer un seul instant que les capitalistes capituleront sans combat, sans se servir de tous les moyens à leur disposition, c'est tromper les travailleurs et préparer leur défaite.

C'est la raison pour laquelle, la voie réformiste qui se pare des oripeaux de la démocratie parlementaire bourgeoise, ne permettra jamais au prolétariat de prendre le pouvoir, c'est la voie de la capitulation devant la bourgeoisie. Faire croire aux travailleurs que les bases économiques de la société pourraient changer à la faveur d'un processus électoral est une formidable duperie politique, une trahison organisée de ses intérêts fondamentaux.

Maintenant, il va de soi que le combat politique pour la défense de tous nos droits ne peut être subordonné à la défense des valeurs ou des principes qui appartiennent à la classe de nos ennemis : nation, Etat, République, la démocratie en générale, etc. Le meilleur moyen de défendre nos droits est d'engager le combat sur notre propre programme révolutionnaire en dégagant à chaque étape de la lutte des classes une perspective révolutionnaire. Cela implique de ne jamais perdre de vue que notre premier objectif est de construire un parti révolutionnaire et non de nous substituer aux syndicats, ou pire de jouer le rôle des représentants de la bourgeois sous l'Ancien régime, les Lumières, l'audace et le courage en moins !

Le combat révolutionnaire pour la prise du pouvoir par le prolétariat exige une détermination sans faille et un comportement sans tâche de la part de ses dirigeants et militants, il ne peut être qu'un combat intransigeant, sans concession avec notre ennemi de classe, en aucun cas nous ne devons brader nos principes, nous ne devons nous écarter de notre programme, nous ne devons mettre notre drapeau frappé de la faucille et du marteau dans notre poche.

Sans préjuger des rythmes et des délais qui nous séparent des combats décisifs contre la bourgeoisie, nous devons nous employer à favoriser le développement de la conscience politique du prolétariat et sa jeunesse qui passe par la compréhension de la nécessité historique de l'abolition du capitalisme qui ne peut se concevoir qu'à l'échelle de l'humanité. Et c'est seulement par la voie révolutionnaire que nous y parviendrons. Si l'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes, elle sera avant tout le produit d'hommes et de femmes ayant acquis un niveau de conscience politique supérieur et organisés dans un parti révolutionnaire ou ne sera pas.

C'est uniquement sur cette base que nous devons construire le parti et l'Internationale.

A bas le réformisme bourgeois qui gangrène le mouvement ouvrier !

Vive le prolétariat révolutionnaire !

Vive la révolution socialiste internationale !